ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.528/2
DU 21 NOVEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 28 octobre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1er octobre 2011 [1], a inséré dans la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable des dispositions relatives à l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » [2].

[1] Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1er octobre 2011.

[2] Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

Le système suivant a été mis en place :

1° en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [3] ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [4], qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, n'a pas été pris ;

2° lorsqu'il apparaît, au terme de l'examen préalable, qu'une évaluation d'incidence est requise, il doit alors être procédé à ladite évaluation [5] ;

3° le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l'adoption du projet d'arrêté royal ou l'approbation du projet de décision par le Conseil des ministres [6].

En l'espèce, il ressort des pièces produites par le fonctionnaire délégué que le présent projet d'arrêté royal a donné lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence et qu'il résulte de cet examen qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise.

Il convient de compléter le préambule du projet d'arrêté en vue de rendre compte de l'accomplissement de cette formalité.

À cette fin, le préambule sera complété par un visa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

---

[3] Article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[4] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

[5] Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l'évaluation d'incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au Moniteur belge.

[6] Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

Dispositif

1. Dans la version française de la disposition appelée à remplacer le paragraphe 3, 5°, de l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance soins de santé et indemnités, le mot « infirmier » sera ajouté, au début de la phrase, au mot « dossier ».

2. Au vu des explications du fonctionnaire délégué, le texte qui, dans les modifications qu'il est envisagé d'apporter à l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984, est appelé à former le paragraphe 4, 2°, alinéa 5, sera revu afin de remplacer les mots « En dérogation du second alinéa de cette disposition » par les mots « Dans les hypothèses visées à l'alinéa 4, par dérogation à l'alinéa 3 ».

De même, le texte qui, dans les modifications qu'il est envisagé d'apporter à l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984, est appelé à former le paragraphe 4, 2°, alinéa 7, sera revu afin de remplacer les mots « En dérogation du second alinéa de cette disposition » par les mots « Dans les hypothèses visées à l'alinéa 6, par dérogation à l'alinéa 3 ».

3. Dans la version française de la disposition appelée à former le paragraphe 4, 2°, alinéa 9, de l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984, les mots « qui a été » seront omis. Dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire : « De planning en de evaluatie van de verzorging dienen… ».

4. Les dispositions appelées à modifier le paragraphe 7, 3°, de l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 appellent les observations suivantes :

a) Plutôt que « My CareNet », mieux vaut faire état du réseau électronique visé par l'article 159*bis*, § 1er, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

b) Au sujet de l'alinéa que le projet d'arrêté suggère d'insérer entre les dispositions formant actuellement les alinéas 2 et 3 du paragraphe 7, 3°, il y a lieu d'observer ce qui suit :

- Le texte est rédigé en des termes qui semblent partir du présupposé que les praticiens de l'art infirmier sont tenus d'utiliser My CareNet.

Or, comme l’a confirmé le fonctionnaire délégué, tel n’est pas le cas en l’état actuel des textes.

Le projet d’arrêté sera revu en conséquence.

- L’obligation d’information que le texte en projet impose aux praticiens de l’art infirmier est une obligation simple, claire et précise quant au résultat à atteindre.

Le Conseil d’État n’aperçoit dès lors pas pour quel motif il est précisé que c’est selon leur « meilleur effort » - expression dont, au demeurant, l’emploi dans un texte de portée normative paraît quelque peu singulier - que les praticiens de l'art infirmier sont tenus d’observer cette obligation.

Le texte sera revu en conséquence.

5. Le projet d'arrêté suggère de remplacer les alinéas 2 à 4 du paragraphe 9 de l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 par des dispositions appelées à former les alinéas 2 à 5 de ce paragraphe.

Aussi, comme l’a confirmé le fonctionnaire délégué, le nouvel alinéa que l’article 1er, 13°, du projet d’arrêté suggère d’insérer dans le même paragraphe doit être inséré entre les alinéas 7 et 8, et non pas entre les alinéas 6 et 7, dudit paragraphe.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.528/2
VAN 21 NOVEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 28 oktober 2011 door de Vice-Erste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden[1], zijn in de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling bepalingen betreffende de duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling ingevoegd.

De wetgever heeft de “effectbeoordeling” gedefinieerd als “duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen”[2].

[1] Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 "treedt (deze wet) in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*". Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

[2] Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

1° in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren [3]; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad [4], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

2° wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd[5];

3° de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad[6].

In casu blijkt uit de stukken die de gemachtigde ambtenaar overgelegd heeft, dat dit ontwerp van koninklijk besluit aanleiding heeft gegeven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren en dat uit dat onderzoek blijkt dat geen effectbeoordeling vereist is.

De aanhef van het ontwerpbesluit behoort aldus te worden aangevuld dat aangegeven wordt dat dit vormvereiste vervuld is.

Daartoe dient de aanhef te worden aangevuld met de als volgt gestelde aanhefverwijzing:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is.”

---

[3] Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

[4] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

[5] Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

[6] Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

Dispositief

1. In de Franse versie van de bepaling die strekt ter vervanging van paragraaf 3, 5°, van artikel 8 van de bijlage van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, behoort aan het begin van de zin het woord “infirmier” te worden toegevoegd aan het woord "dossier".

2. Op basis van de uitleg van de gemachtigde ambtenaar dient de tekst die in de beoogde wijzigingen van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984, paragraaf 4, 2°, vijfde lid zal worden, herzien te worden, teneinde de woorden “In afwijking van het tweede lid van deze bepaling moeten de relevante elementen” te vervangen door de woorden “In de gevallen bedoeld in het vierde lid, moeten, in afwijking van het derde lid, de relevante elementen”.

Zo ook dient de tekst die in de beoogde wijzigingen van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984, paragraaf 4, 2°, zevende lid zal worden, herzien te worden en geredigeerd te worden als volgt:

“In de gevallen bedoeld in het zesde lid, moeten, in afwijking van het derde lid, en met uitzondering van (…), de relevante elementen (…)”.

3. In de Franse versie van de bepaling die paragraaf 4, 2°, negende lid, van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 moet worden, dienen de woorden “qui a été” te vervallen. In de Nederlandse versie schrijve men: “De planning en de evoluatie van de verzorging dienen …”.

4. Bij de bepalingen die ertoe strekken wijzigingen aan te brengen in paragraaf 7, 3°, van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 moeten de volgende opmerkingen worden geformuleerd:

a) Eerder dan te spreken van “My CarNet”, is het beter om melding te maken van het elektronisch netwerk waarvan sprake in artikel 159*bis*, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

b) Met betrekking tot het lid dat het ontwerpbesluit beoogt in te voegen tussen de bepalingen die thans het tweede en het derde lid vormen van paragraaf 7, 3°, behoort het volgende te worden gesteld:

- De tekst is gesteld alsof ervan wordt uitgegaan dat de verpleegkundigen ertoe gehouden zijn gebruik te maken van My CareNet.

De gemachtigde ambtenaar heeft evenwel bevestigd dat dat niet het geval is zoals de teksten nu gesteld zijn.

Het ontwerpbesluit dient bijgevolg te worden herzien.

- De informatieverplichting die in de ontworpen tekst wordt opgelegd aan de verpleegkundigen is eenvoudig, duidelijk en precies wat het te verwachten resultaat betreft.

Het is de Raad van State derhalve niet duidelijk om welke reden wordt gepreciseerd dat de verpleegkundigen die verplichting naar "best effort" – een uitdrukking die in een tekst met normatieve draagwijdte nogal eigenaardig lijkt - dienen in acht nemen.

De tekst dient bijgevolg te worden herzien.

5. In het ontwerpbesluit wordt voorgesteld om het tweede tot het vierde lid van paragraaf 9 van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 te vervangen door bepalingen die het tweede tot het vijfde lid van deze paragraaf zouden worden.

De gemachtigde ambtenaar heeft eveneens bevestigd dat het nieuwe lid dat artikel 1, 13°, van het ontwerpbesluit in dezelfde paragraaf beoogt in te voegen, ingevoegd moet worden tussen het zevende en het achtste lid, en niet tussen het zesde en het zevende lid van die paragraaf.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer B. JADOT, eerste auditeur afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

B. VIGNERON Y. KREINS